

Des hypothèses économiques trompeuses pour masquer un projet antisocial

Yves Dimicoli

Les perspectives économiques associées au projet de loi de finances (PLF) 2008 sont incohérentes et quelques peu illusoirs.

Elles ont été conçues avec l'hypothèse implicite que la crise financière de l'été serait sans conséquence aucune sur l'économie réelle. La plupart des observateurs en doutent et penchent pour une inflexion du rythme de croissance, sans rupture cependant. Les hypothèses gouvernementales partent, au contraire, du postulat que « la croissance mondiale se rééquilibre rapidement » et que tous « les éléments pour un rebond de l'activité en France sont réunis », en foi de quoi, la croissance française serait de l'ordre de 2 à 2,5 % l'an prochain.



Pourtant, nombre d'indicateurs viennent contredire, pour l'heure, ce bel optimisme.

Après l'annonce d'une hausse de 0,6 % (+11 800) du nombre des demandeurs d'emploi (catégorie 1) en août, l'INSEE a confirmé la très modeste croissance du dernier trimestre 2007 (0,3 %), en contradiction avec les attentes officielles. Sur ces bases, avec une croissance de 1,4 % à fin juin, il faudrait réaliser + 0,8 % à chacun des deux trimestres suivants pour espérer voir le produit intérieur brut (PIB) progresser de 2 % sur l'ensemble de l'année.

Le budget 2007 était calé, lui aussi, sur une fourchette de croissance du PIB de 2 à 2,5 %. En réalité, tout laisse penser que l'on sera en dessous de la borne basse, vers 1,7 à 1,9 % seulement. Le « paquet fiscal » de Sarkozy, adopté par le Parlement en juillet dernier, devait entraîner un « choc de confiance » en encourageant les dépenses de consommation et les placements financiers des plus riches, en soutenant également les profits des entreprises, à coup de baisses de cotisations sociales patronales et d'impôts. Mais, pour l'instant, les enquêtes traduisent une forte chute du moral des ménages du fait,

notamment, d'un recul de 15 points des perspectives d'évolution du niveau de vie entre juillet et septembre. Cela ne signifie pas pour autant, encore, une crise de confiance vis à vis de Sarkozy.

Il n'empêche, le gouvernement cale le PLF 2008 sur une hypothèse d'accélération de la croissance par rapport à l'année qui se termine. Pourtant, il n'anticipe qu'un maintien à 2,2 % aux États-Unis, moins qu'en 2006 (2,9 %), et un freinage sensible dans la zone euro : 2,3 % contre 2,6 % en 2007 et 2,8 % en 2006. Il fait le pari d'une forte progression de la demande mondiale adressée à la France (6,5 % en 2008 après 4,75 % en 2007), et cela en retenant l'hypothèse d'un euro à 1,37 dollar (contre 1,35 pour 2007), alors qu'il a allègrement dépassé les 1,40 dollar récemment.

Mais, après quel type de croissance court le gouvernement, si tant est que son scénario se réalise ?

Il prédit la création de 255 000 emplois en 2008, contre 210 000 en 2007. Mais, le pouvoir d'achat du salaire moyen par tête ne progresserait que de 1,7 % contre 2 % postulé pour 2007. Bref, il promet plus d'emplois, mais à pouvoir d'achat des salaires moindre !

On voit quel type de créations d'emplois cela laisse anticiper sans recul durable du chômage structurel et de l'insuffisance des qualifications. La promesse du « plein emploi » est bien celle d'un accroissement de la précarité et de la pression sur le taux de salaire, sans parler de la culpabilisation et de la radiation des listes des chômeurs.

La consommation, assure le gouvernement, accélérerait (2,5 % contre 2 % cette année), mais le taux d'épargne des ménages resterait au sommet de 16,1 % contre 15,5 % en 2006. Autrement dit, ce serait surtout les dépenses des catégories les plus favorisées qui soutiendraient la consommation, tandis que le plus grand nombre serrerait la ceinture pour mettre de côté.

Simultanément, on promet que l'investissement matériel des entreprises prendrait de la vitesse (+4,8 % contre +4,5 % cette année), sans que rien ne soit dit sur la nature de ces investissements (de productivité, ou de capacité), ni sur les placements financiers des sociétés, à l'étranger notamment.

Par contre, le déficit de la balance commerciale continuerait d'exploser : Il atteindrait 34,6 milliards d'euros en 2008, contre 31,7 milliards en 2007 et 26,8 milliards en 2006, avec tout l'effet récessif qu'une telle évolution laisse envisager pour l'emploi et la croissance réelle. Cela constitue, d'ailleurs, l'aveu que cette politique, censée améliorer la compétitivité de la France, ne conduit-il pas, en fait, à dégrader son efficacité productive ■